

# Journal du Lot

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi.

10 fr. par AN

HORS DU DÉPARTEMENT : 12 francs par an.

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction et Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur.

L'Agence HAVAS, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 34, et Place de la Bourse, n° 8, est seule chargée, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal.

PUBLICITÉ

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent.  
RÉCLAMES — ..... 50 —

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

## JUSTICE ET HUMANITÉ

Le président Magnaud ne fait pas beaucoup d'émules dans la magistrature française. Ce juge qui met dans la balance sa conscience d'homme sensible avec sa stricte fonction de juriste et qui va même jusqu'à faire pencher le plateau dans le premier sens, excite chez la plupart de ses collègues une pitié dédaigneuse, quand ce n'est pas de l'indignation. Plus d'un lui reproche, en effet, de rabaisser la justice en osant la faire descendre des hauteurs sereines où elle réside, pour lui faire adopter une forme plus humaine et familière.

De temps en temps d'ailleurs, et sous une forme directe ou détournée, on ne se fait pas faute de lui faire toucher du doigt son erreur, et l'on tente de faire rentrer dans la voie droite et rigide, celle qui porte sur son enseigne cette devise parlante *dura lex sed lex*.

Il n'y a pas très longtemps qu'une Cour d'appel, réformant un de ces jugements « trop humains » gratifiait de quelques jours de prison un malheureux que la clémence du président acquitté avait renvoyé indemne.

Enfin, ces jours derniers, dans un de ces cas où il semblait aux âmes simples que le juge de Château-Thierry avait créé un précédent, un tribunal parisien a su montrer qu'il n'entendait pas suivre de tels errements, ni adopter une aussi pernicieuse jurisprudence.

On connaît les faits — ils sont vieux d'une quinzaine de jours déjà, mais il ne saurait être trop tard pour les commenter ! — donc une malheureuse, enceinte de son vingt-et-unième enfant, était traînée devant la justice pour avoir dérobé à son patron un litre et demi de ces pois qu'elle écosait pour un salaire dérisoire.

La pauvre essaya vainement d'attendrir ses juges par l'expression de son repentir et l'exposé de sa situation précaire, pensez qu'en écosant des poids une femme peut gagner une moyenne de 10 à 12 sous par jour, à peine de quoi ne pas mourir complètement de faim.

Rien n'y fit — La justice est la justice. — Et que deviendrions-nous, grand Dieu, si tous les juges de France s'avisait d'excuser de pareils forfaits et de laisser porter une atteinte, si petite soit-elle, à la sacro-sainte propriété.

Tel est, à coup sûr, le raisonnement logique que se sont fait les juges du tribunal correctionnel, et ils ont condamné l'écosseuse de pois à 48 heures de prison.

Feu La Bruyère, grand moraliste français, a écrit sur un sujet à peu près semblable une page, je dirais presque une plaidoirie, que MM. les juges parisiens qui sont des lettrés, connaissent assurément : « On voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une spiniâtreté invincible..... quand ils se lèvent sur leurs pieds ils montrent une face humaine et en effet ils sont des hommes ;..... ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de recueillir pour

vivre, et méritent ainsi de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé. »

C'est surtout la fin de ce petit morceau qui me paraît, en la circonstance, pouvoir offrir un utile mais tardif sujet de méditation aux juges qui ont condamné notre pauvre.

La malheureuse a eu, dans une circonstance toute spéciale d'ailleurs, le désir de goûter une fois à ces pois dont elle écosait chaque jour des monceaux.

Et n'est-elle pas de celles pour qui notre La Bruyère écrivait il y a plus de deux cents ans déjà, qui épargnent aux autres hommes la peine de recueillir pour vivre et méritent ainsi de ne pas être à tout jamais privés de ce pain, ou en l'espèce de ces pois, dont leur labeur érasant prépare le régal quotidien pour la table des gens aisés.

Certes la question est plus haute que ne semblent le supposer les magistrats parisiens, quoi ont cru que leur devoir strict consistait à punir l'effet sans vouloir rechercher ou excuser la cause.

La justice, assurément, est faite pour protéger la société et les lois existantes, mais son rôle serait bien médiocre si elle ne s'avisait quelquefois d'interpréter d'une façon large la lettre aride, quelquefois même barbare de ces lois, si du haut de cette chaire où elle siège comme la plus haute incarnation de l'autorité humaine, elle ne se donnait la mission de jeter, en certains cas, aux humbles et misérables, une parole de miséricorde et d'adresser aux puissants qui font les lois quelques sages avertissements.

Si la société fait poursuivre et condamner par la voix du procureur, il est bon qu'elle compare à son tour devant ce même tribunal où elle accuse, et qu'elle rende compte de cet égoïsme et de cette dureté qui poussent quelquefois les malheureux au crime.

Autrement la justice risquerait fort de n'être plus qu'une machine destinée à rendre des arrêts. A ce compte point ne serait besoin ni d'avocats, ni même de juges. Un simple phonographe rendrait à beaucoup moins de frais les mêmes services.

Mais quelque chose, alors, aurait disparu définitivement de ce monde, c'est la pitié sublime, celle qui absout avec l'idée de relever et qui ne condamne qu'en laissant toujours la porte entr'ouverte pour la Repentir.

C. R.

## CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 10 avril 1900

La Chambre adopte la proposition de M. Magne tendant à créer un plus grand nombre de croix de la Légion d'honneur en faveur des officiers de la réserve et de la territoriale.

M. Argeliés pose une question au ministre de l'intérieur au sujet de l'assistance publique dans les villes et les campagnes, de son œuvre, de son fonctionnement.

M. Waldeck-Rousseau répond que le gouvernement n'a pas d'action directe sur l'assistance publique dans les départements.

Mais il expose quels sont les principaux services de l'assistance parisienne et quelles sont les ressources dont elle dispose.

L'incident est clos.

M. Paschal Grousset dépose une proposition tendant à la translation au Panthéon des restes de Diderot, actuellement déposés à l'église Saint-Roch. Le renvoi de cette proposition à la commission est prononcé par 270 voix contre 247.

La Chambre revient à l'interpellation sur l'épandage des eaux d'égoût de Paris en Seine-et-Oise.

M. Ferrand continue son discours, défendant l'épandage.

M. Aimond se déclare hostile à l'épandage, ainsi que M. Vaillant. M. Faudin, ministre des travaux publics dit quelques paroles qui donnent satisfaction à tous.

Après quoi la clôture est prononcée et l'on vote l'ordre du jour présenté par MM. Cornudet et Villejean.

M. Isambert député de l'Eure, interpelle sur le projet de dérivation par la ville de Paris du cours souterrain de l'Inot et des sources dans la vallée de l'Eure.

M. Isambert est contre le projet.

M. Waldeck-Rousseau répond que Paris a besoin d'eau, et que les sources de l'Eure ont été légalement achetées sans que les droits des riverains aient été liés.

On vote l'ordre du jour pur et simple, et la séance est levée.

Séance du 11 avril 1900

M. Lasies demande qu'un service à la mémoire du général de Villebois-Mareuil, soit organisé; il demande que les officiers puissent s'y rendre.

M. de Galliffet rend hommage à la mémoire de Villebois-Mareuil, et dit que les officiers peuvent aller isolément à la cérémonie, mais sans prendre part aux manifestations.

M. Denys Cochin interpelle le gouvernement sur la politique générale.

L'orateur reproche au gouvernement de gouverner selon la formule autoritaire et césarienne de Napoléon; il lui reproche de faire le jeu de collectivistes.

M. Lasies prend également à partie le gouvernement.

M. Waldeck-Rousseau répond et montre ce que la politique du Cabinet a été pour la France et la République.

M. Méline monte à la tribune: lui aussi, comme M. Denys Cochin, il vient reprocher au gouvernement de faire le jeu de collectiviste.

La Chambre demande l'affichage du discours de M. Waldeck-Rousseau par 286 voix contre 217.

Puis la Chambre revient au budget. Après quoi la séance est levée.

## Sénat

Séance du 10 avril 1900

M. Drouhet parle des diverses questions coloniales. Les divers amendements à l'article 27 sont repoussés.

Les derniers articles de la loi des finances sont rapidement votés et l'ensemble du budget est adopté par 252 voix contre 1.

Les 300.000 francs accordés aux présidents de la Chambre et du Sénat pour les frais de représentation pendant l'Exposition, sont votés à l'unanimité. La question de l'affichage électoral est repoussée.

Après quelques projets secondaires relatifs à certaines villes, la séance est levée.

Séance du 11 avril

Le Sénat vote sans débat un certain nombre de projets secondaires. Il adopte ensuite, à l'unanimité de 258 votants, les crédits extraordinaires pour le perfectionnement de notre matériel d'armement. Il vote encore un projet intéressant la ville de Bergerac, projet adopté par la Chambre.

Puis la séance est levée.

## Au Transvaal

Le général de Wet a infligé une troisième défaite aux Anglais à Meerskatsfontein. Les Anglais ont eu 600 tués et blessés et ont laissé 900 prisonniers et 12 wagons entre les mains des Boërs.

Les Boërs n'ont eu que 5 hommes tués et 9 blessés.

A la dernière heure, le bruit court avec persistance que le général French, aurait été fait prisonnier.

Mais au Ward-Office on prétend n'avoir pas connaissance de ce désastre.

## INFORMATIONS

### Ouverture de l'Exposition

M. Millerand, ministre du commerce a fait connaître au Conseil des ministres les dispositions prises en vue de l'inauguration de l'Exposition; il a été décidé que toutes les administrations seraient invitées par les différents ministères à faire illuminer et pavoyer à Paris et dans les départements les édifices publics.

M. Millerand a fait approuver par le Conseil des propositions dans l'ordre de la Légion d'honneur à l'occasion de l'ouverture de l'Exposition.

A la séance de la Chambre de mardi, le président a annoncé officiellement que la cérémonie d'inauguration de l'Exposition aurait lieu le samedi 14 avril, à 2 heures.

### Les vacances Parlementaires

Les vacances parlementaires de Pâques seront plus longues que d'habitude, en raison des élections municipales et du renouvellement des maires et adjoints.

L'élection des conseils municipaux doit, aux termes de la loi, avoir lieu le premier dimanche de mai qui tombe cette fois le 9 mai. Les ballottages auront lieu le 13 mai et, dans la plupart des communes, la nomination des maires et adjoints se fera le dimanche suivant, c'est-à-dire le 20 mai. L'idée dominante est, dans ces conditions, de fixer la rentrée au 22 mai, car près de trois cents membres de la Chambre ou du Sénat sont maires ou conseillers municipaux sortants.

### Les retraites ouvrières

La commission de prévoyance et d'assistance va faire distribuer, avant les vacances, le rapport sur la création des retraites ouvrières, qu'elle a confié à M. Guieysse, et le projet de loi qu'elle a mis deux années à élaborer. Voici quelle en est l'économie générale.

Ce projet s'applique aux ouvriers et employés français au nombre de sept millions environ. L'âge de la retraite est fixé à 65 ans. Le projet constitue, pour le cas de décès avant cet âge, une assurance de mille francs devant profiter par moitié à la veuve et aux enfants âgés de moins de seize ans. Pour constituer la retraite, le projet astreint les travailleurs à une retenue quotidienne de cinq centimes sur les salaires inférieurs à deux francs et de dix centimes sur les autres salaires. Le patron y joint une contribution personnelle égale. Les versements sont reçus dans les caisses régionales autonomes, créées au nombre de vingt. Si la retraite résultant des versements est inférieure à 360 fr., l'Etat intervient pour compléter le chiffre, à condition que l'intéressé justifie qu'il a accompli trente années moyennes de travail de 250 jours.

### L'Affaire Philipp

Le conseil des directeurs s'est réuni mardi matin, au ministère de la marine, au sujet de l'affaire Philipp.

Presque toute la séance a été consacrée à la lecture du rapport, très long et très circonstancié, de l'inspecteur général Chatelain.

Avant de passer à la discussion sur les faits, le conseil a décidé d'examiner différentes pièces annexées au rapport de M. Chatelain et, s'il y avait lieu, d'interroger les fonctionnaires et employés qui ont été déférés devant lui.

Le conseil était présidé par le contre-amiral Gaillard, chef d'état-major général.





